L'intervention de l'Etat dans le domaine des prix et son efficacité ¹⁾

Esquisse d'une méthode pour l'étude de la politique des prix

Par Albert Masnata, Privat-docent à l'Université de Lausanne
Directeur de l'Office Suisse d'expansion commerciale, Lausanne

I. Introduction

Lorsque nous parlons de prix, nous avons en vue trois ordres de choses. Tout d'abord: les prix des denrées alimentaires et des loyers, puis les salaires, soit le prix de la main d'œuvre, enfin l'intérêt de l'argent. Ce sont en effet ces éléments qui, dans leur ensemble, d'une part déterminent le coût de la vie, pour employer un terme courant actuellement, et d'autre part fixent les conditions dans lesquelles s'établit l'équilibre en matière de prix à l'intérieur de l'agrégat social.

Le prix est l'expression extérieure d'un échange réalisé, à l'avantage plus ou moins grand des parties. On peut distinguer dans le prix plusieurs éléments: d'une part le coût de revient ou la rétribution minimale d'un travail fourni et d'autre part un bénéfice ou une perte.

Le phénomène de «bénéfice» ou «perte» peut, du reste, se présenter non seulement dans le cas du commerçant revendant à un consommateur. On peut l'observer pour le producteur vendant à l'intermédiaire et pour l'ouvrier louant ses services. Il s'agit alors du surplus ou de la moins-value que peut réaliser le vendeur par rapport au niveau général des prix et des salaires et spécialement des prix des objets dont il a besoin pour son existence. On est dans ce cas en présence d'un cas particulier du phénomène général de la rente en faveur ou en défaveur de telle ou telle catégorie sociale, suivant qu'il s'agit d'une rente positive ou négative.

L'action des pouvoirs publics s'exerce généralement dans le sens d'une suppression d'une rente positive, c'est-à-dire de bénéfices dits injustifiés des intermédiaires et de la rente négative, soit des pertes que peuvent subir certains producteurs nationaux.

II. Mobiles de l'action de l'Etat

Les oscillations auxquelles obéissent les sociétés humaines à travers l'histoire accordent tantôt à l'un tantôt à l'autre des groupes sociaux des avantages dans

¹⁾ Il s'agit du texte d'une leçon inaugurale prononcée à l'Université de Lausanne le 6 novembre 1936.

leur situation économique. L'action de certains faits historiques se fait sentir que les hommes le veulent ou pas. Nous n'avons pas à rechercher ici si ces faits ou leur reproduction peuvent être éliminés par l'action humaine, mais simplement à constater leur influence sur les prix et les variations qu'ils font intervenir ainsi dans les relations entre les groupes sociaux. Au point de vue de développement général des sociétés humaines, il suffira de rappeler les uniformités établies par Vilfredo Pareto dans sa Sociologie générale. Dans l'ordre de faits plus particuliers nous citerons, à titre d'illustration : d'une part la peste noire au 14^e siècle qui détermina une forte réduction de la main d'œuvre disponible et partant une hausse des salaires, et d'autre part, la découverte de l'Amérique avec l'afflux de l'or qu'elle provoqua, amenant ainsi une hausse générale des prix des denrées avec un retardement considérable dans le mouvement des salaires.

Si l'on a recours à l'histoire économique, on fait les constatations suivantes relatives au mouvement des prix à travers les siècles. Celui-ci est influencé :

- 1^o par ce qu'on pourrait appeler des lames de fond, comme les conséquences déjà citées de la découverte de l'Amérique, ou encore le développement technique du 19^e siècle,
- 2^o par des remous moins grands ou plus localisés comme les guerres ou les révolutions nationales,
- 3^o il subit des variations à courte durée de facteurs naturels ou fortuits comme les récoltes plus ou moins grandes ou des découvertes faites dans certains domaines,
- 4^o si l'on fait abstraction de mouvements partiels que nous venons de mentionner, on constate des périodes assez longues de stabilité du niveau général des prix.

Tous ces facteurs historiques créent des faits économiques agissant sur les prix. Les prix déterminent, nous l'avons déjà dit, la situation économique des diverses classes sociales. Au cours d'une période d'un niveau de prix relativement stable, l'équilibre des relations sociales s'établit tant bien que mal et celui des budgets particuliers des individus également. Dès qu'un mouvement intervient, il dérange l'équilibre, et les réactions apparaissent. Réactions des individus et réactions des groupes sociaux. Les sociétés humaines ayant pour armature l'Etat, c'est à lui qu'on s'adresse pour qu'il intervienne. On fait donc une première constatation importante pour l'étude que nous entreprenons : l'intervention de l'Etat dans le domaine des prix est plus, spécialement fréquente aux époques de mouvements relativement grands des prix (aux époques dites de renchérissement).

Mais si le recours à l'Etat est déterminé par le développement même du niveau des prix et qu'il est particulièrement fréquent aux époques de grands mouvements, cela ne veut pas dire qu'il ne se produise pas aux époques de stabilité relative. Au contraire, il y a même des époques stables auxquelles l'intervention de l'Etat est permanente. Ceci est dû à l'action de facteurs tels que la pensée religieuse, sociale ou politique ou le régime

politique qui en découle. Nous faisons ainsi une deuxième constatation essentielle.

Dans l'ordre de la pensée, prenons deux exemples de théories diamétralement opposées.

Le moyen âge, influencé par Aristote, fut dominé par l'idée de la stérilité du commerce et de l'argent. L'intermédiaire ne pouvait donc toucher qu'un salaire comme d'autres artisans pour un service effectivement rendu. Les idées de « juste prix » et de « juste salaire », de même que l'interdiction du prêt à intérêt, dominent toute la théorie économique sous l'influence de l'Eglise. Chacun est censé vivre et recevoir une rétribution conformément aux besoins de sa classe. Les prix et les salaires sont donc réglementés, soit par les municipalités, soit par les corporations reconnues par le pouvoir public. Ces remarques ne donnent naturellement qu'une image grossière des idées et de la politique moyenâgeuse. Les choses ont varié suivant les siècles et les idées se sont pliées aux faits économiques. Ainsi plus spécialement la rétribution reconnue aux commerçants qui, vers la fin du moyen âge ressemble étrangement à un simple bénéfice d'intermédiaire. De même aussi la reconnaissance de la légitimité d'une indemnité pour le prêt de l'argent.

Une doctrine opposée à celle du moyen âge est constituée par le libéralisme économique né vers la fin du 18^e siècle. Puisque le maximum d'utilité sociale est atteint par le libre jeu des forces économiques, point n'est besoin de régler les prix. Si l'on fait abstraction d'exceptions, même si elles sont de taille, la doctrine libérale est celle qui est à la base de la politique économique du 19^e siècle.

La nature du régime politique détermine l'attitude de l'Etat à l'égard de la vie économique. Le moyen âge et la période mercantiliste ont connu l'Etat interventionniste. Nous avons déjà dit qu'elles étaient les idées dirigeantes à ces époques. Idées et politique gouvernementale s'interpénètrent. Au moyen âge ce furent notamment les doctrines de l'Eglise qui firent intervenir l'Etat ou la commune dans le domaine des prix; plus tard ce fut dans l'intérêt de l'Etat ou du Prince. L'Etat collectiviste pousse encore plus loin son intervention, il veut tout dominer. L'Etat libéral s'abstient en principe.

Ces facteurs qu'on peut appeler constants agissent donc même en dehors des faits économiques, bien qu'ils n'en soient pas indépendants. En effet, les idées et les doctrines naissent souvent sous l'influence même des phénomènes sociaux.

Comme un gouvernement dépend d'une façon générale du consentement des justiciables, ainsi que le fait remarquer M. le Professeur Roguin, il indique pour justifier ses actions des motifs d'intérêt général. C'est ce qu'on observe plus spécialement pour la politique des prix.

Mais il est permis à cet égard de ne pas toujours voir la façade, mais ce qu'il y a derrière: des intérêts particuliers de certains groupes sociaux. C'est là un domaine qui est riche en matière exploitable pour le sociologue: étudier à travers l'action de l'Etat l'influence sur celui-ci des intérêts sociaux. Nous

retenons donc une troisième constatation : l'intervention de l'Etat dans le domaine des prix a souvent lieu sous la pression des intérêts particuliers des groupes sociaux.

Au moyen âge, les intérêts particuliers s'exprimaient surtout par l'intermédiaire des corporations et des municipalités. Les premières en cherchant à obtenir la sanction légale pour leurs règlements, les secondes en fixant les prix des denrées dans l'intérêt des consommateurs urbains, en limitant ainsi la rémunération que pouvaient retirer de leur travail les producteurs ruraux. L'Etat arbitrait alors en intervenant à son tour. Cette intervention ne fut pas, du reste, exempte non plus de l'influence des intérêts particuliers. Ainsi, par exemple, en Angleterre au 14^e siècle les guildes de Londres cherchaient à obtenir l'interdiction de l'activité de commerçants étrangers. Le Parlement, par contre, composé en majorité de grands propriétaires qui s'attendaient à de meilleurs prix de vente pour leurs produits (tels que la laine) d'une augmentation d'activité apportée par les étrangers, arrivèrent à imposer, pendant un certain temps, au Roi le droit pour les étrangers, Anglais d'autres villes et véritables étrangers, de travailler. Ces faits déjà anciens tirés de l'histoire d'Angleterre nous amènent à faire la remarque que l'influence des intérêts particuliers dans la politique des prix est spécialement manifeste dans les Etats démocratiques à régime parlementaire. La lutte autour des droits sur le blé en France et en Angleterre est un exemple classique confirmant cette constitution qu'on peut faire à travers toute l'histoire de l'Europe moderne. C'est ce qui a donné naissance au qualificatif de « prix politiques » pour les articles protégés par la législation douanière.

III. Moyens de l'intervention de l'Etat

L'action de l'Etat sur les prix varie nécessairement suivant la structure économique d'un pays. Elle est différente dans un pays agricole ou industriel. Cette action varie également suivant le degré de développement d'une économie donnée et sa dépendance à l'égard de l'étranger. Dans une économie simple de l'antiquité, ou encore dans celle du moyen âge, les moyens à employer étaient en tout premier lieu des moyens simples, directs ; à l'époque contemporaine, par contre, où l'économie de chaque pays a atteint un degré de complication considérable et son degré d'interdépendance internationale aussi, les moyens d'action sur les prix se compliquent également. Cela ne veut pas dire que les gouvernants se laissent guider maintenant par une sagesse plus grande en matière économique. Aucunement, car la compréhension populaire pour des problèmes aussi compliqués que celui de la formation des prix n'a pas augmenté et les gouvernements, se trouvant dans la nécessité d'accéder au sentiment populaire, se voient comme dans le temps obligés de trouver des moyens pour frapper et contenter l'imagination du peuple. Nous voyons donc jusqu'à nos jours souvent l'emploi des mêmes moyens que ceux de Dioclétien, de Philippe de Valois et de la Convention. Cette remarque faite, nous nous proposons néanmoins de classer, pour plus de clarté, les moyens d'intervention de l'Etat dans le domaine des prix dans l'ordre de leur simplicité et de leur emploi successif dans l'histoire.

Voici cette classification :

- 1^o Moyens d'intervention directs.
- 2^o Action indirecte par la législation professionnelle et industrielle.
- 3^o Politique douanière et fiscale.
- 4^o Politique monétaire.

1^o Moyens d'intervention directs

Ces moyens ont pour but de permettre à l'Etat d'intervenir directement dans la fixation des prix par voie de contrôle de réglementation ou de taxation. L'histoire de ces interventions est très longue, trop longue pour que nous nous y attardions. Elle se continue sous nos yeux. Le pilori a été remplacé par la publication des noms des coupables, la mutilation de certains membres par des amendes et la peine de mort sous des formes variées par l'éventualité de la prison. A l'époque contemporaine, dans des périodes de rencherissement comme celui de la dernière guerre, l'Etat contribue à maintenir les prix de certaines denrées en versant des subventions. Autrefois on fournissait au peuple le pain aux frais du Trésor ou du Prince. Les formes changent, mais l'essence de la chose en elle-même n'a pas beaucoup varié.

2^o Action indirecte par la législation professionnelle et industrielle

Ce mode de faire a eu une grande importance au moyen âge. Les corporations de métiers protégées et reconnues par le pouvoir politique réglementaient les conditions de concurrence, établissaient les marges de bénéfice, restreignaient le nombre de ceux qui exerçaient un métier. Sanctionnant leurs statuts, l'Etat ou la ville prenaient leur part de responsabilité dans l'influence qu'exerçaient ces corps professionnels le plus souvent d'une façon indirecte sur la formation des prix. Les pouvoirs publics se rendaient, du reste, fort bien compte de cette influence et étaient quelquefois amenés à refuser leur appui total aux décisions corporatives pour sauvegarder l'intérêt général ou pour assurer par des possibilités de développement plus libre la création de certaines industries.

Aux siècles qui ont suivi la Renaissance, des privilèges ne furent pas seulement accordés à des corporations mais aussi à des entreprises, commerciales ou industrielles. L'Etat ou le Prince se réservant des participations aux bénéfices prêtaient la main à des monopoles dont l'action sur la formation des prix était incontestable.

La notion des corps professionnels intermédiaires entre l'Etat et le peuple revient de nouveau. Parmi les revendications qui réapparaissent on voit celle de l'interdiction, sinon directe du moins indirecte, de la vente au-dessous du prix de revient. On comprend que la discussion sur l'article visant cette vente dans le projet de la loi fédérale sur la concurrence déloyale soit si vive. En adoptant une pareille disposition, l'Etat fait acte de politique de prix. Les objections qu'on présente actuellement à la renaissance de l'idée corporative a précisément sa source dans la crainte que des corporations dont les décisions seraient pourvues de la sanction légale ne deviennent des instruments d'une

politique des prix nuisible aux consommateurs et à l'intérêt général. Au chapitre de la législation en matière professionnelle et industrielle comportant une action sur les prix il faut aussi placer la réglementation des ententes industrielles, dont l'action peut avoir des conséquences nuisibles pour les consommateurs, de même que des lois ou ordonnances restreignant l'usage de certaines formes commerciales (coopératives, grands magasins, etc.). En résumé, on peut dire que la politique économique d'un Etat dans son ensemble joue un rôle déterminant pour la politique des prix.

3^o Politique douanière et fiscale

Alors que les moyens indiqués jusqu'ici ont pour but d'intervenir sur le marché intérieur et d'influencer ainsi le niveau des prix sur celui-ci, il y a d'autres méthodes qui cherchent à agir sur la formation des prix par rapport aux marchandises venant de l'étranger. C'est le vaste domaine de la politique douanière. Nous n'avons pas à le traiter ici, mais il est quand-même nécessaire que nous le mentionnions, d'autant plus que les conséquences sociales de certaines mesures douanières sont fort importantes. Suivant les époques et les pays, la politique douanière a un caractère fiscal, mercantiliste, policier ou est spécialement destinée à influencer le niveau des prix. C'est sous cet aspect qu'elle nous intéresse.

Si la politique douanière agit sur les prix en grevant les marchandises à la frontière, la législation fiscale peut avoir une influence semblable à l'intérieur du pays. Il y a tout d'abord les monopoles, qui touchent à des produits divers (alcool, sel, allumettes, tabac, etc.) et varient d'un Etat à l'autre. Les impôts de consommation présentent une autre face du problème. Fréquemment utilisés dans le temps, ils sont impopulaires de nos jours, puisqu'ils renchérissent le coût de la vie pour toutes les classes de la population. Monopoles et impôts de consommation sont à plusieurs titres importants pour la politique des prix. Tout d'abord à cause de leur action sur la formation de ces derniers, puis par l'influence de certains groupes sociaux qu'ils révèlent, enfin par les conséquences qu'ils comportent pour d'autres groupes sociaux. Deux exemples contemporains me dispenseront d'une démonstration historique qui serait trop longue. En Suisse, le monopole de l'alcool renchérit ce produit pour la consommation industrielle et offre des avantages pour l'agriculture. Un impôt sur la bière avait été prévu avant la dévaluation du 26 septembre 1936 et devait servir à soutenir l'industrie d'exportation.

4^o Politique monétaire

La politique monétaire constitue le moyen le plus universel pour influencer le niveau des prix. Cela tient à la fonction même de la monnaie, celle d'être le commun dénominateur de tous les prix. Les phénomènes découlant de la variation de la valeur intrinsèque d'une monnaie comme facteur influençant la fixation des prix sont fort anciens.

On peut toutefois dire que la manipulation voulue de la monnaie (la monnaie dirigée) comme méthode d'action sur le prix est un produit des temps modernes.

En altérant la monnaie, on recherchait autrefois plutôt un but fiscal qu'économique, et ce n'est que dans leurs conséquences plutôt que dans leurs buts que les changements qu'on faisait subir à la monnaie avaient un effet sur la formation des prix. Comme la politique douanière, celle relative à la monnaie constitue un problème en soi. Les variations de la monnaie à travers l'histoire, depuis les falsifications commises par les empereurs romains jusqu'à l'alignement d'aujourd'hui, déterminent toutefois des mouvements de prix qui, de leur côté, provoquent en général des interventions de l'Etat en vertu du principe que nous avons établi plus haut. Nous ne saurions donc ignorer cette face de la question.

IV. Les conséquences sociales de l'intervention de l'Etat

Le but de l'Etat est de réaliser l'intérêt général. C'est au nom de celui-ci qu'il intervient, du reste, dans la vie économique et en particulier dans le domaine des prix. Mais qu'est-ce que l'intérêt général au point de vue qui nous intéresse ? On s'imagine facilement que la réponse peut varier suivant les idées qu'on professe ou le but politique que l'Etat s'est fixé. Ne cherchons donc pas d'explications philosophiques.

Par contre, une réponse peut-elle nous être donnée par l'observation des interventions successives de l'Etat dans la formation des prix à travers l'histoire ? Que voyons-nous ? Lorsque les pouvoirs publics interviennent directement au nom de l'intérêt général, c'est l'intérêt des consommateurs qu'ils ont en vue. L'intérêt général est alors considéré comme se confondant avec celui des consommateurs. (Ce n'était pas nécessairement le motif de l'intervention de l'autorité du moyen âge dont le principe était la justice distributive selon des considérations de hiérarchie sociale.) Toutefois, l'intérêt général est aussi invoqué lorsqu'on veut soutenir les producteurs, mais moins souvent. Des motifs d'intérêt général ont été avancés pour fixer des salaires, pour protéger soit les patrons, soit les ouvriers suivant les époques ; il en est de même du taux de l'intérêt. Nous voyons donc que l'histoire économique ne permet pas, pas plus qu'une construction abstraite, de réduire à un commun dénominateur la notion de l'intérêt général.

Mais pour faciliter notre raisonnement, admettons un instant que la notion de l'intérêt général est parfaitement claire. Nous faisons alors ces constatations :

L'intervention de l'Etat dans le domaine des prix n'est pas et ne peut pas être toujours l'expression de l'intérêt général :

- 1° parce que des influences de certains groupes sociaux s'exercent sur les organes de l'Etat ;
- 2° parce que les conséquences des mesures prises ne sont pas toujours celles qu'on prévoyait.

Nous avons déjà classé plus haut la pression des intérêts particuliers parmi les trois causes essentielles de l'intervention de l'Etat. Nous ne reviendrons donc plus là-dessus.

Parmi les conséquences imprévues, il faut ranger en tout premier lieu le fait que les mesures prises pour lutter contre la vie chère ont souvent l'effet

contraire à celui qu'on cherchait à atteindre. Le réapprovisionnement ne se fait plus, les marchandises deviennent rares, les prix haussent. Les riches peuvent payer les prix plus élevés du commerce clandestin, les pauvres doivent se restreindre. Mais ce n'est pas seulement pour des mesures de relativement courte durée qu'on peut faire pareille observation. La célèbre loi des pauvres introduite en Angleterre sous Elisabeth pour résoudre, dans des intentions louables de bien public, le problème du paupérisme, a eu pour résultat d'accroître à travers les 17^e et 18^e siècles la misère du peuple, en concentrant à certains endroits des masses de pauvres et en empêchant une répartition rationnelle de la main d'œuvre. De cette situation résultèrent des salaires en-dessous du minimum de subsistance. Dans ce cas, il s'agissait d'une loi édictée par un gouvernement aristocratique. Mais le Maximum de la Convention révolutionnaire qui apparemment, par la proportion qu'il établissait entre les prix et les salaires, favorisait le peuple, frappait également les ouvriers en les obligeant à accepter des salaires qui ne permettaient plus de vivre.

Les faits économiques se chargent de déjouer les intentions des gouvernants.

Ce sont les mesures les plus durables et les plus efficaces qui comportent naturellement les conséquences les plus profondes pour les divers groupes sociaux. C'est pour cela qu'elles sont les plus redoutables.

Les taxations, contrôles de prix, etc., peuvent être plus facilement rapportés que les effets d'une manipulation de la monnaie ou la législation douanière. Ainsi, par exemple, les altérations de monnaie opérées par Henry VIII et son fils ont eu des conséquences sociales très durables pour l'Angleterre, sans que les auteurs de ces opérations les aient prévues. Une taxation de salaires, connue sous le nom de « Statut du Laboureur », avait été introduite après la grande peste au 14^e siècle, mais elle est restée inefficace vu le manque de main d'œuvre, et pendant le 15^e siècle les ouvriers ont joui d'une « rente sociale » relative. Au 16^e siècle, la hausse des prix la leur fit perdre et les altérations de monnaie réduisirent encore le niveau des salaires réels. Les statuts subséquents ayant consacré l'état de faits, la politique monétaire d'Henry VIII continuait donc à déployer ses effets un siècle plus tard encore dans un sens défavorable aux salariés.

Pour la législation douanière, la chose est assez connue pour qu'il soit encore nécessaire d'y insister.

V. L'efficacité de l'intervention de l'Etat

Comme les moyens employés par l'Etat pour influencer les prix varient, leur efficacité relative varie aussi. Il faut donc examiner tout d'abord les effets que produisent les divers groupes de moyens que nous avons constitués pour la clarté de notre exposé.

Commençons d'abord par les moyens directs et suivons l'histoire :

Nous avons déjà cité un exemple tiré de l'antiquité, celui des édits de l'empereur Dioclétien qui, à une époque de renchérissement, fixa des prix maxima. Le résultat de l'entreprise fut un échec.

A travers tout le moyen âge, les prix et les salaires sont réglementés. On peut à ce sujet faire les remarques suivantes :

1^o Cette réglementation est régulière; elle est exercée par l'Etat, les municipalités et les corporations, reconnue par le pouvoir public. Laissant de côté des détails, on aperçoit que dans le cadre des économies médiévales, souvent limitées à des villes, la réglementation d'autorité avait une part déterminante à la formation des prix. L'explication de cette efficacité est à rechercher dans le nombre limité des marchandises et surtout le fait de l'économie fermée.

2^o Il y eut aussi au moyen âge, surtout dans les derniers siècles de celui-ci, des interventions de l'Etat de nature générale, provoquées par des circonstances économiques ou politiques. En général, l'efficacité de ce genre d'intervention fut nulle ou de courte durée. Pourquoi? Parce que les causes agissant sur les mouvements de prix ne pouvaient être combattues par de simples mesures de réglementation. On était, en effet, alors en présence de facteurs tels que le renchérissement dû à des troubles monétaires, des guerres, ou à des hausses de salaires dues soit à l'augmentation de la demande de la main d'œuvre, soit à une baisse de l'offre de celle-ci, comme à l'époque de la grande peste au 14^e siècle.

Ces constatations amenèrent l'historien français des prix d'Avenel à dire que les mesures gouvernementales étaient inutiles quand elles étaient efficaces et nuisibles quand elles ne l'étaient pas.

Au cours des siècles de la Renaissance et du mercantilisme, on observe le même tableau. Ainsi lors de la grande hausse des prix au 16^e siècle, toutes les taxations successives devenaient inefficaces en ce qui concerne les prix des marchandises.

Un autre exemple classique est celui du «Maximum» sous la Révolution française. La tentative de fixer les prix par une loi en présence de mouvements dus notamment à l'inflation ne pouvait qu'échouer.

Enfin, les taxations dont nous avons été les témoins pendant la guerre de 1914—1918 permettent de faire des observations analogues.

On arrive, par contre, à d'autres conclusions, dans un sens positif, en ce qui concerne les effets de la politique douanière protectionniste sur la formation des prix sur un marché donné. Elle agit sur l'ensemble des conditions de l'équilibre économique. Ce fait saute trop aux yeux pour qu'il soit nécessaire d'y insister dans le cadre de notre démonstration. Autre chose est de déterminer exactement la part des droits de douane dans les prix de certaines marchandises. Il ne s'agit pour nous que d'une constatation générale.

Il est possible de faire des observations analogues quant aux effets sur les prix de la politique monétaire et d'autres moyens indirects que nous avons entrevus plus haut (politique économique dans son ensemble).

Que veulent dire ces constatations auxquelles nous avons abouti au sujet des divers moyens d'intervention de l'Etat?

C'est que les moyens indirects (politique douanière et monétaire, etc.) s'attaquent à des facteurs essentiels qui contribuent eux-mêmes à la formation des prix, tandis que l'intervention directe veut agir sur la fixation arithmétique des

prix. Or, les prix ne sont que l'expression extérieure des conditions dans lesquelles s'établissent les échanges.

Examinons maintenant le cadre dans lequel s'exerce l'intervention de l'Etat.

Nous voyons alors que certaines conditions peuvent être favorables à une politique interventionniste de l'Etat dans le domaine des prix.

Ainsi lorsqu'un pays constitue un territoire économique indépendant des autres, de par sa situation naturelle. C'est surtout le cas pour de grands Etats, comme les Etats-Unis ou la Russie. L'Etat peut alors intervenir d'une façon déterminante. Ce même résultat peut être obtenu à un moment donné par des moyens artificiels, les douanes et la monnaie. Alors nous sommes en présence d'économies plus ou moins fermées, dans le cadre desquelles des actions gouvernementales sur les prix ont des effets qu'on ne peut contester. L'observation des faits au moyen âge et plus près de nous celle que nous avons pu faire dans notre propre pays, qui sous nos yeux est devenu un « îlot de vie chère », suffisent pour illustrer ce que nous venons de mettre en évidence.

La nature politique de l'Etat lui-même constitue une autre face du « cadre » dans lequel l'intervention s'effectue. Les mesures prises par l'Etat libéral sont sporadiques et partielles. Elles agissent moins sur l'ensemble de la vie économique que sur certaines manifestations de celle-ci. Il en résulte l'impossibilité de dominer tous les facteurs qui déterminent les prix, sauf dans le cas des monopoles qui constituent un moyen d'action déjà collectiviste.

L'Etat collectiviste, lui, soumet toute l'économie à sa direction. Il en résulte une plus grande possibilité de modifier la formation des prix. Mais en est-il totalement le maître ? L'observation des faits en Russie soviétique nous fournit la réponse à cette question. La Russie a certes acquis une grande indépendance par rapport au niveau mondial des prix, bien que celle-ci ne soit pas complète, puisqu'elle a dû établir une nouvelle parité monétaire dès le 1^{er} janvier 1936. Mais à l'intérieur les phénomènes de la formation des prix montrent que l'Etat politiquement tout puissant ne l'est pas économiquement. Le renchérissement revient périodiquement et exige à certaines époques une réadaptation des salaires qui n'est, du reste, pas toujours complète. Vu le développement des prix, l'application des tarifs officiels obligatoires (variant, selon les régions) lèse tour à tour les divers groupes sociaux. La plupart du temps, ce sont les paysans qui le sont au profit des ouvriers des villes.

Dans le cadre de l'intervention, il faut introduire encore en plus des facteurs économiques et politiques que nous venons de mentionner l'élément de la durée.

En dehors des réglementations érigées en système, comme au moyen âge ou en Russie collectiviste, et des moyens à action prolongée, comme la politique douanière, l'intervention de l'Etat pour enrayer la hausse des prix est motivée par un état de nécessité et l'intérêt des consommateurs. De cet état de nécessité résulte l'obligation d'agir rapidement. L'efficacité du contrôle ou de la taxation est alors en fonction de la durée pendant laquelle on les exerce.

Pour une durée relativement courte ces mesures peuvent être effectivement appliquées, notamment jusqu'à l'épuisement des stocks anciens.

L'efficacité relative de l'action de l'Etat tient aussi quelquefois au fait que les prix fixés ou voulus par lui sont ceux auxquels les vendeurs peuvent les céder sans perte. Ils sont alors acceptables pour les commerçants honnêtes et découragent les spéculateurs. Par contre, la prolongation des mesures d'immixtion directe provoque la disparition de l'offre. Il est, en effet, plus facile de forcer quelqu'un à écouler des marchandises qu'il a déjà que de l'obliger à se réapprovisionner, sans égard pour la rentabilité de l'opération pour lui.

Si nous voulons maintenant arriver à une conclusion pour fixer nos idées malgré tous les dangers que comporte une telle simplification, nous la formulerons ainsi.

L'efficacité de l'intervention de l'Etat dans le domaine des prix doit être jugée en tout premier lieu dans le cadre des faits économiques, c'est-à-dire du mouvement général des prix dans le monde à une époque donnée. L'indépendance plus ou moins grande (elle peut être artificielle) du marché sur lequel l'Etat intervient par rapport à ce mouvement constitue un facteur essentiel de réussite finale et non pas temporaire. (Ceci ne comporte pas de jugement sur l'utilité sociale de l'opération.)

Il s'agit donc de l'influence possible sur l'ensemble des conditions existant sur le marché, capables de modifier l'équilibre économique. Nous sommes en présence d'un problème qui, comme d'autres, ne peut être résolu en dehors de la notion de l'équilibre économique qui commande l'interdépendance des causes.

VI. Conclusions

Notre époque, comme toutes époques de transition, est riche en théories nouvelles, filles de leur temps. Les restrictions, le cloisonnement, la diminution des revenus étant à l'ordre du jour, les idées qui se manifestent tendent à limiter la part de bénéfice de chacun. Et alors on réclame, soit au nom d'une théorie qui accorde au seul travail manuel la faculté de créer la valeur, soit au nom d'un sentiment de justice sociale, de «justes prix» et de «justes salaires».

La seule voie scientifique est celle qui consiste à examiner ces idées sous l'angle de l'expérience historique. Certes, la science économique ne peut et ne veut être une doctrine politique ou sociale, car elle n'approuve ni désapprouve. L'étude des faits est son domaine. Toutefois, en établissant des uniformités relevées par l'observation de ceux-ci, elle apporte sa contribution à une claire vision des phénomènes économiques, si nécessaire de nos jours.